

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GROUPE CARREFOUR

Z.I. route de Paris - 14120 Mondeville

Références : 2025-177-PUB

Code AIOT : 0006601395

Pièce jointe : Une planche photographique

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans la station service que le groupe CARREFOUR exploite route du Barcarès à Clairà (66530). Cette inspection a été annoncée à l'exploitant par courrier électronique le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La réalisation de cette visite était programmée pour respecter la fréquence minimale de contrôle définie dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE CARREFOUR
- Station service ouverte au public
- Route du Barcarès, 66530 Clairà
- Code AIOT : 0006601395
- Régime : Enregistrement

Le groupe CARREFOUR exploite une station service ouverte au public route du Barcarès à Clairà, sur les parcelles cadastrales n° 0033 et 0037 et 0323, section A. La surface des terrains est de 3 100 m²

dont 230 m² couvert par un auvent destiné à abriter les postes de distribution de carburant.

Historiquement, cette installation a fait l'objet de deux procédures de régularisation administrative successives, au terme desquelles Monsieur le préfet a autorisé son exploitation :

1°) par arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/1995¹ pour les rubriques ci-dessous :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Régime*	Quantité, volume
1434-1-A	Distribution de liquides inflammables	A	29,8 m ³ /h
1430 et 253	Dépôt de liquides inflammables aériens et enterrés	D	Capacité totale équivalente (C) 73,54 m ³
211-B-2	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés en bouteilles	D	2,6 t

2°) et arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2002² pour les rubriques ci-dessous :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Régime*	Quantité, volume
1434-1.a	Distribution de liquides inflammables : installation de remplissage de réservoirs de véhicules à moteurs	A	29,8 m ³ /h
1412-2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	D	10 t
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés : installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs	D	2 postes de distribution
1432-2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	D	48,2 m ³

*A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration soumise à contrôle périodique, D : déclaration, NC : non classé

Dans l'intervalle :

- la société CARREFOUR FRANCE a obtenu le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 1414-3 (gaz inflammables liquéfiés : installation de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs) et 211-B-1 (dépôt de gaz combustibles liquéfiés en bouteilles) pour lequel Monsieur le Préfet lui a délivré le récépissé du 14/02/2000³ et automatiquement pour les rubriques 1412-2.b (Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés) et 1432-2.b (Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables), en application des dispositions de l'article L. 513-1⁴ du Code de l'environnement et du fait que ces activités étaient déjà connues de Monsieur le Préfet ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/1995 a été annulé le 14/06/2001 par décision de la cour administrative de Marseille.

Le 29/11/2007, Monsieur le Préfet a délivré le récépissé de changement d'exploitant⁵ à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE ayant repris l'exploitation de la station service de l'hypermarché de Clairac en lieu et place de la société CARREFOUR FRANCE.

1 Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2839/95 du 11/10/1995 portant autorisation de créer et exploiter une station de distribution de carburant et régularisant une installation de production de froid, un dépôt de gaz liquéfié et divers liquides inflammables en dépôt ou en rayon au centre commercial CARREFOUR sur le territoire de la commune de Clairac, annulé le 14 juin 2001 par décision de la cour administrative de Marseille.

2 Arrêté préfectoral d'autorisation n° 4345 du 16/12/2002 autorisant la société CARREFOUR HYPERMARCHÉS FRANCE à exploiter un hypermarché et une station service de distribution de carburants sur le territoire de la commune de Clairac.

3 Récépissé de déclaration n° 6673/00 du 14 février 2000, abrogé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 19 avril 2017.

4 Article L. 513-1 du Code de l'environnement en vigueur le 21 septembre 2000 : « Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret ».

5 Récépissé de changement d'exploitant n° 217 du 29 novembre 2007.

Par courrier daté du 25/10/2010, Monsieur le Préfet confirme à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE qu'elle bénéficie des droits acquis au titre de la rubrique 1435-1² pour le régime de l'autorisation pour la station service qu'elle exploite sur l'emprise de l'hypermarché de Clair.

Le 14/02/2012, Monsieur le Préfet a délivré le récépissé de changement d'exploitant³ sollicité par le directeur de la société CARREFOUR HYPERMARCHÉS au bénéfice de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE au titre de la rubrique n° 1432-2.b, pour la station service qu'elle exploite sur l'emprise de l'hypermarché de Clair.

Par la suite, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est modifiée :

- par décret n° 2014-285 du 03/03/2014, avec, en particulier la création des rubriques 4XXX dont les rubriques 4718⁴ et 4734⁵ ;
- par décret n° 2015-1200 du 29/09/2015 modifiant, en particulier, les rubriques 1414, 1434, 1435 et 4734.

Le 13/05/2016, Monsieur le Préfet a délivré la preuve de dépôt⁶ à la société CARREFOUR STATIONS SERVICE pour sa déclaration du bénéfice de l'antériorité au titre des rubriques 1435-1 (enregistrement), 4718-2 (déclaration soumise à contrôle périodique) et 4734-2 (déclaration soumise à contrôle périodique) pour la station service qu'elle exploite sur l'emprise de l'hypermarché de Clair.

En 2016, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est à nouveau modifiée par décret n° 2016-630 du 19/05/16 qui supprime le régime de l'autorisation pour la rubrique 1435-1. Cette rubrique ne comporte, dès lors, plus que deux régimes : le régime de déclaration soumise à contrôle périodique et celui d'enregistrement.

Depuis 2017, la station service de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 19/04/2017⁷ pour les rubriques et dans les conditions précisées dans le tableau ci-dessous.

2 Rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement créée par décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 (Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules).

3 Récépissé de changement d'exploitant n° 543/12 du 10 février 2012

4 Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).

5 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

6 Preuve de dépôt n° 20160079 du 13 mai 2016.

7 Arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DLC/BUFIC/2017109-0001 du 19 avril 2017 encadrant la poursuite de l'activité de station-service de la société Carrefour sur le territoire de la commune de Clair.

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime*	Quantité, volume déclaré ou enregistré
1435-1	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³	E	12 postes de distribution de carburants multi-produits 1 poste de distribution gros débit pour les poids lourds Volume total annuel de carburant liquide distribué n'excède pas : 22 667 m³
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	DC	2 postes de distribution de gaz de pétrole liquéfié Le volume total annuel de gaz de pétrole liquéfié distribué n'excède pas : 119 m³
4718-2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	DC	9,64 t de gaz de pétrole 4,8 t de bouteille de gaz (butane et propane) soit un total susceptible d'être présent de : 14,44 t
4734-1.c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	DC	Quantité de produits pétroliers et carburants de substitution susceptible d'être présente : 243 t

*A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration soumise à contrôle périodique, D : déclaration, NC : non classé

L'arrêté préfectoral d'enregistrement du 19/04/2017 a abrogé l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2002.

Par courrier daté du 29/06/2018, la société CARREFOUR a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet une modification de la station service de son hypermarché de Clairac, exploitée par la société CARREFOUR STATIONS SERVICE. Les bouteilles de gaz destinées à la location-vente de ses clients, précédemment entreposés sur une partie de l'emprise de la station service, ont été déplacées au niveau de l'aire du service après vente de l'hypermarché. Dans son courrier, la société CARREFOUR précisait à Monsieur le Préfet que compte tenu de la quantité de gaz stocké (4,3 t, soit moins de 6 t), ce nouveau stockage n'était pas classé au titre des rubriques 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Monsieur le Préfet a pris acte de ce changement par courrier daté du 10/07/2018, adressé à la société CARREFOUR. En revanche, à l'époque, dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 19/04/2017 de la station service, l'inspection des installations classées n'a pas actualisé la nouvelle quantité de gaz inflammables liquéfiés pouvant effectivement être stockée dans la station service.

Enfin, le 19/01/2023, la société CARREFOUR STATIONS SERVICE a déclaré¹ une modification des conditions d'exploitation de sa station service sur le site internet prévu à cet effet. Cette modification concernait la réduction de la quantité totale annuelle de carburant distribuée passant de 22 667 m³ à 12 988 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1 Déclaration de modification n° A-3-IM4TIW4RI du 19/01/2023

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais ⁽¹⁾
2	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/12/2025, article R. 512-46-23-II	Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/12/2025, articles L. 512-11, R. 512-56 et R. 512-57	Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 01/12/2025, article L. 511-2, R. 511-9, R. 512-46-1 et R. 512-47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 01/12/2025, l'inspection des installations classées a constaté plusieurs écarts aux prescriptions qu'elle a contrôlées dont :

- une situation administrative irrégulière de la station service de Clairac exploitée par la société CARREFOUR STATIONS SERVICE – erreur dans le choix de la démarche utilisée pour informer Monsieur le Préfet de la modification des conditions d'exploitation de la station service inappropriée (passage de 22 667 m³ à 12 988 m³ de la quantité totale annuelle de carburant distribuée) ;
- l'absence de contrôle périodique par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23/08/05¹ ;

¹ Arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées

- l'absence d'attestation de conformité du séparateur d'hydrocarbures de la station service.

Ces manquements ne présentant pas un risque imminent pour l'environnement, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet d'adresser une lettre de suites préfectorale à l'exploitant en lui accordant un délai de 3 mois, pour y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, articles L. 511-2, R. 511-9, R. 512-46-1 et R. 512-47		
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation		
Prescription contrôlée : Article L. 511-2 Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation (article L. 511-2 du Code de l'environnement). Article R. 511-9 La colonne " A " de l'annexe de l'article R. 511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [extrait ci-dessous].		
Rubrique	Désignation de la rubrique/activité	Régime*
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	E DC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables a. Supérieure ou égale à 35 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t 2. Pour les autres installations a. Supérieure ou égale à 50 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	A DC A DC
*A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration soumise à contrôle périodique, D : déclaration, NC : non classé.		
Constats : Lors du contrôle l'exploitant a déclaré que le volume total annuel de carburant liquide		

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, articles L. 511-2, R. 511-9, R. 512-46-1 et R. 512-47

Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation

distribué était inférieur à 20 000 m³. Sur la base de l'état mensuel des volumes de carburant liquide distribué dans l'année, l'exploitant a réalisé une extrapolation du volume de carburant liquide distribué sur l'ensemble de l'année, en se basant sur le seul volume de carburant liquide distribué durant le mois de janvier. Cette extrapolation « grossière » ne permet pas de connaître avec précision le volume annuel de carburant liquide effectivement distribué sur une année. En revanche, au regard des faibles fluctuations des chiffres les autres mois de l'année et du résultat obtenu : inférieur à 13 000 m³ et donc très largement inférieur au volume de 20 000 m³ définissant le seuil du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1435, la station service de Clairia ne serait plus classée pour le régime de l'enregistrement mais pour le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique.

Lors de la visite de terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence de bouteilles de gaz (récipients à pression transportables) (**Cf. photographie en annexe**) sur l'emprise de la station service. Comme rappelé à la fin du paragraphe 1 (« Contexte ») du présent rapport, en 2018, l'exploitant avait informé Monsieur le Préfet que ces bouteilles de gaz avaient été déplacées à proximité du service après-vente de l'hypermarché. En revanche, ces bouteilles de gaz n'étant pas classées au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (quantité de gaz inférieure au premier seuil de classement), l'exploitant n'a pas informé Monsieur le Préfet de leur retour sur l'emprise de la station service. Interrogé à ce sujet, la société CARREFOUR STATIONS SERVICE a indiqué que ce dépôt était désormais exploité par trois sociétés distributrices de gaz PRIMAGAZ, ELF-ANTARGAZ et BUTAGAZ auxquelles il loue une partie des terrains sur lesquels la station service est exploitée. Chacune de ses sociétés est exploitante du stockage de bouteilles de gaz qu'elle distribue et dispose de moyens techniques et financiers propres. La distribution des bouteilles de gaz est en libre service 24h/7j.

Remarque : Avec le retour du dépôt de bouteilles de gaz (récipients à pression transportables) sur l'emprise de la station service, l'inspection des installations classées s'est interrogée sur la pertinence de la décision de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE d'avoir transféré son exploitation à trois sociétés distributrices de gaz PRIMAGAZ, ELF-ANTARGAZ et BUTAGAZ, au regard des effets domino que pourraient engendrer l'une de ces installations sur l'autre, en cas de survenue d'un incident ou accident.

En considération de la dernière modification de la rubrique 4718 (par décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017), pour la détermination de la quantité de gaz inflammable liquéfié susceptible d'être présente dans une installation, il a été fait une distinction par rapport à leur conteneur qui a donné lieu à la création de deux sous-rubriques comportant chacune deux régimes de classement (régime d'autorisation et régime de déclaration soumise à contrôle périodique) :

- la sous-rubrique 4718-1 pour le stockage de gaz en récipients à pression transportables ;
- la sous-rubrique 4718-2 pour le stockage de gaz dans d'autres installations (**Cf. libellé de la rubrique ci-dessus**).

À la date de sa création (par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014), la rubrique 4718 ne comportait par cette nuance et l'on considérait l'ensemble du gaz inflammable liquéfié susceptible d'être présent dans l'établissement – sans distinction entre bouteilles de gaz et autre contenant de stockage – pour déterminer le classement de l'établissement. C'est ce qui explique qu'à l'époque, par cumul avec la quantité de gaz de pétrole liquéfié (9,64 t) également présente dans la station service, le dépôt de bouteilles de gaz était classé sous le régime de la déclaration et soumis à des contrôles périodiques.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, articles L. 511-2, R. 511-9, R. 512-46-1 et R. 512-47
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation
<p>En définitive, depuis la dernière modification de la rubrique intervenue en 2017, il découle que le dépôt de bouteilles de gaz exploité sur l'emprise de la station service de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE n'est plus classable, au regard de la quantité inchangée de gaz susceptible d'y être présent (4,8 t) inférieure à 6 t, pour la rubrique 4718 et ce, quand bien même la société CARREFOUR STATIONS SERVICE n'en aurait pas transféré l'exploitation à 3 nouveaux exploitants.</p> <p>Toutefois, l'inspection des installations classées attire l'attention de la société CARREFOUR STATIONS SERVICE sur cette situation. Au regard de ce qui précède chacun des distributeurs de gaz pourrait augmenter jusqu'à un peu moins de 6 t son stockage de bouteilles de gaz sans que celui-ci ne soit soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il en résulterait que le stockage de bouteilles de gaz implanté sur l'emprise de la station service pourrait atteindre jusqu'à un peu moins de 18 t de gaz inflammable liquéfié tout en continuant à échapper à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (exploitation « divisée » entre trois exploitants juridiquement distincts).</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alerte la société CARREFOUR STATIONS SERVICE sur les risques supplémentaires, par effet domino, que pourrait présenter cette configuration pour l'activité de la station service ; - invite la société CARREFOUR STATIONS SERVICE à s'assurer que le dépôt de bouteilles de gaz est et demeurera exploité en tenant compte de ces risques supplémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article R. 512-46-23-II et R. 512-54
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation
<p>Prescription contrôlée : R. 512-46-23-II</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p> <p>S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p>
<p>Constats : En 2023, comme rappelé à la toute fin du paragraphe 1 (« Contexte ») du présent rapport, l'exploitant a déclaré (au titre des dispositions de l'article R. 512-54-II du Code de l'environnement) que le volume annuel de carburant liquide de sa station service de Clairà était passé de 22 667 m³ à 12 988 m³. Comme évoqué dans les constats du point de contrôle</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article R. 512-46-23-II et R. 512-54
Thème(s) : Situation administrative, Régime de l'installation
<p>précédent, cette modification entraînerait un déclassement de la station service pour la rubrique 1435 : passage du régime de l'enregistrement au régime de la déclaration soumise à contrôle périodique. Toutefois la procédure utilisée par l'exploitant pour faire part à Monsieur le Préfet de cette modification n'est pas appropriée. La station service de Clairac étant actuellement soumise au régime d'enregistrement pour la rubrique 1435 (distribution de carburant liquide) l'exploitant aurait dû, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-23-II du Code de l'environnement, adresser un porté-à-connaissance à Monsieur le Préfet accompagné de l'ensemble des éléments lui permettant d'apprécier la modification envisagée, à savoir, entre autres, les éléments lui ayant permis de définir la valeur de 12 988 m³, pour le volume annuel de carburant liquide distribué.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les déclarations initiales de mise en service d'une installation classée pour la protection de l'environnement, les déclarations de modifications, de changement d'exploitant ou de cessation définitive d'activité de celles-ci, sont gérées par les services des préfetures. Sauf dans de rares cas, l'inspection des installations classées n'étant pas consulté par ces services pour toutes les démarches qui relèvent du régime de la déclaration des installations classées pour la protection de l'environnement, elle n'a pas pu en 2023, l'alerter sur son erreur, dans le choix de la procédure utilisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Demande : Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-23-II du Code de l'environnement, l'exploitant doit adresser à Monsieur le Préfet un porté-à-connaissance pour régulariser la situation administrative de sa station service de Clairac, accompagné de l'ensemble des éléments permettant de justifier le nouveau volume annuel maximal de carburant liquide pouvant désormais être délivré par sa station service. Sur la base de l'analyse de ces éléments, l'inspection des installations classées pourra proposer à Monsieur le Préfet de reclasser la station service pour le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique pour la rubrique 1435 et, à cette occasion, proposera également d'actualiser la quantité de gaz inflammable stockée sur le site, qui ne concerne désormais que le gaz de pétrole liquéfié.</p>
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article L. 512-11, R. 512-56 et R. 512-57
Thème(s) : Autre, Respect de la fréquence des contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée : L. 512-11 Certains catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'État en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.</p> <p>Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.</p>

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article L. 512-11, R. 512-56 et R. 512-57</p>
<p>Thème(s) : Autre, Respect de la fréquence des contrôles périodiques</p>
<p>R. 512-56</p> <p>Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.</p> <p>R. 512-57</p> <p>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (« European Cooperation for Accreditation » ou « EA »).</p> <p>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (« EMAS »), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</p> <p>Constats : Avant l'inspection, l'exploitant a adressé les rapports n° E1453154/2301/R001, E1453154/2301/R002 et E1453154/2301/R003 des derniers contrôles périodiques de son installation, réalisés le 12/06/2023 par la société DEKRA pour la vérification du respect des prescriptions des annexes I des arrêtés ministériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 1435-2) ; - du 30/08/2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) (rubrique 1414-3) ; - du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou l'autre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 (rubrique 4734). <p>En revanche, l'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de contrôle périodique concernant la vérification du respect des prescriptions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées (rubrique 4318-2.b), alors que la station service de Clairia est également déclarée pour le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique au titre de cette rubrique et demeure malgré l'arrêté du stockage de bouteilles de gaz soumise à ce régime de classement pour la quantité de gaz de pétrole liquéfié stocké, supérieure à 6 t. La quantité maximale de gaz de pétrole liquéfié pouvant être stocké sur la station service de Clairia demeurant égale à 9,64 t.</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article L. 512-11, R. 512-56 et R. 512-57

Thème(s) : Autre, Respect de la fréquence des contrôles périodiques

Les trois rapports établis par la société DEKRA et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ne font état d'aucune non-conformité majeure. En revanche, ils mentionnent plusieurs non-conformités mineures rappelées ci-dessous :

Référence réglementaire	Point/article	Non-conformité autre que majeure
Annexe I de l'arrêté du 15/04/2010 et annexe I de l'arrêté du 30/08/2010 et annexe I de l'arrêté du 22/12/2008	1.4	Déclaration de bénéfice d'antériorité en date du 13/05/2016 présentée Preuve de dépôt de déclaration non présentée
Annexe I de l'arrêté du 15/04/2010 et Annexe I de l'arrêté du 22/12/2008	1.5	Registre de déclaration d'accident non présenté
Annexe I de l'arrêté du 22/12/2008	4.6	Attestation de formation non présentée (risque incendie)
Annexe I de l'arrêté du 15/04/2010	5.10	Dernier BSD en date du 01/06/2023 Attestation de conformité du séparateur hydrocarbure non présentée
Annexe I de l'arrêté du 15/04/2010 et Annexe I de l'arrêté du 22/12/2008	7.2 8	Absence de registre de déchets Registre de déclaration d'élimination des déchets non présentés

S'agissant de la non-conformité relative aux preuves de dépôt de déclaration non-présentées à la l'organisme vérificateur lors de son contrôle du 12/06/2023, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'elle lui transmettra une copie de ces documents afin qu'il puisse faire lever cette non-conformité lors du prochain contrôle de l'organisme vérificateur, qui devra être, en application des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article R. 512-57 du Code de l'environnement, effectuée le 12/06/2028, au plus tard.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas encore mis en place de registre de déclaration d'accidents/incidents. Il propose de le mettre en place via un outil informatique interne qui se présente comme une main courante des événements survenus dans son établissement. L'inspection des installations classées considère que l'utilisation de cet outil informatique pour formaliser son registre de déclaration des accidents/incidents ne s'oppose pas aux attendus de la réglementation en la matière.

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté l'attestation délivré le 30/10/2014 au gestionnaire de la station service pour la formation « sécurité, gestion et entretien courant des stations services » d'une durée de 7 heures, qu'il a suivie le 10/10/2014. Le gestionnaire de la station service de Clair a également indiqué à l'inspection des installations classées qu'il était pompier volontaire.

Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant lui a présenté son registre des déchets sortant, sur lequel elle a pu constater que l'exploitant avait, entre autres, émis le

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/12/2025, article L. 512-11, R. 512-56 et R. 512-57
Thème(s) : Autre, Respect de la fréquence des contrôles périodiques
<p>07/10/2024 un bordereau de suivi de déchets dangereux (n° BSD-20241007-RS0C7X1YA) pour l'évacuation de 0,5 tonne (estimé) d'eau mélangée à des hydrocarbures provenant du séparateur eau/hydrocarbure (code déchet : 13 05 07*) de sa station service.</p> <p>Ce déchet dangereux a été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pris en charge le 17/10/2024, par le transporteur SARP MÉDITERRANÉE (SOMES) – établissement de Perpignan, domicilié 7 avenue Maurice Bellonte ; - traités (code de traitement D9¹) le 18/10/2024, par la société SARP MÉDITERRANÉE (SOMES) dans son établissement de Béziers, situé zone industrielle du Capiscol, rue I et F Joliot Curie. <p>Enfin, lors du contrôle l'exploitant ne disposait toujours pas de l'attestation de conformité du séparateur d'hydrocarbures de sa station service.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Demande : L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement pour effectuer ce type de contrôle un contrôle périodique du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23/08/05² et transmet une copie du rapport que lui remettra l'organisme agréé à l'issue de ce contrôle à l'inspection des installations classées. L'exploitant fait attester la conformité du séparateur d'hydrocarbures de sa station service aux normes NF EN 858-1 et NF EN 858-2 par une personne compétente et transmet une copie de l'attestation qui lui sera délivrée à l'inspection des installations classées. L'exploitant crée un évènement « Inspection DREAL » le 01/12/2025 dans l'application informatique interne qu'il a retenu pour établir son registre de déclaration des accidents/incidents, afin de pouvoir attester que ce registre a été créé, lors de la prochaine visite de l'organisme de contrôle. Par ailleurs, l'exploitant actualise les consignes d'exploitation de sa station service afin d'y faire figurer l'obligation et les modalités de déclaration des accidents et incidents qui surviendraient dans son installation dans l'application informatique (délai maximal pour la saisi de l'évènement, personne chargée de saisir l'évènement, éléments minimum à renseigner...). L'exploitant porte cette modification des consignes d'exploitation de la station service à la connaissance de son gestionnaire et de tout personnel intéressé.</p>
Proposition de délais : 3 mois

1 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 12

2 Arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées

ANNEXE

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 01/12/2025 de la station service que la société CARREFOUR STATIONS SERVICE exploite, route du Barcarès à Clairà (66530)



Stockage de bouteilles de gaz (propane et butane) exploité par les sociétés PRIMAGAZ, ELF-ANTARGAZ et BUTAGAZ



Zone de dépotage des hydrocarbures et poste de distribution de carburant pour les poids-lourds



Réservoir aérien manufacturé de stockage de gaz de pétrole liquéfié